

Panorama des régions de l'OCDE 2013 – Profil de la France

<http://rag.oecd.org>

Le saviez vous?

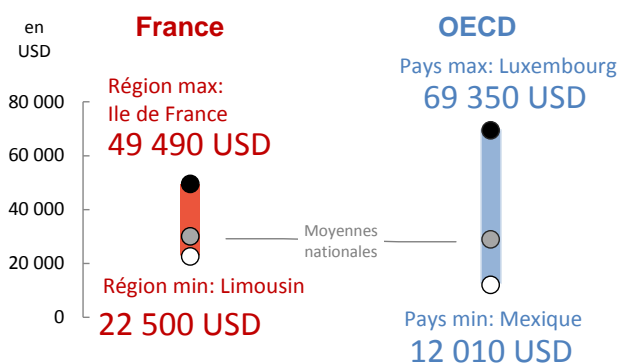
La France a la 10^{ème} plus grande disparité régionale du PIB par habitant parmi les pays de l'OCDE.

Les administrations infranationales réalisent 75% de l'investissement public total, la 5^{ème} valeur la plus élevée des pays de l'OCDE.

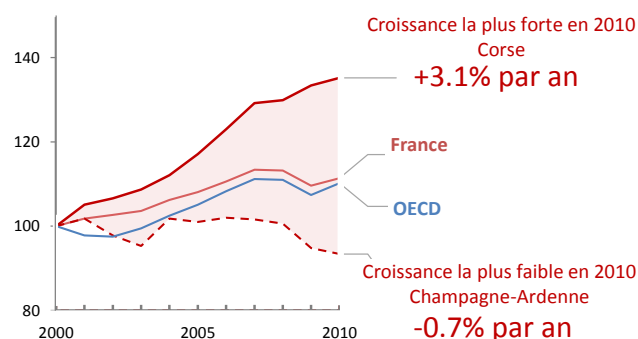
L'aire métropolitaine de Paris contribue à 50% à la croissance nationale du PIB sur la période 2000-10.

Dynamique des régions

PIB par habitant, 2010

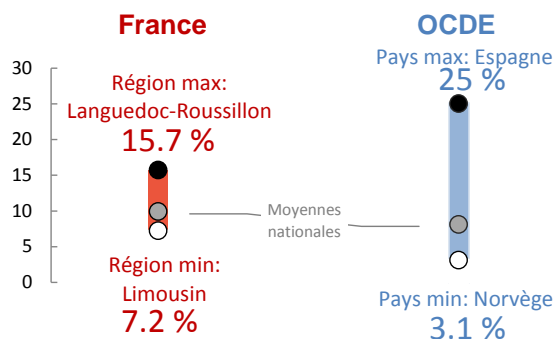


Croissance du PIB (année 2000=100)

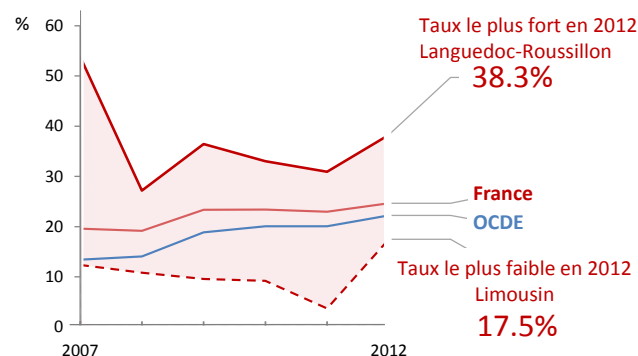


La France a la 10^{ème} plus grande disparité régionale du PIB par habitant parmi les pays de l'OCDE. Les régions ont connu des croissances diverses de leur PIB sur la période 2000-10, entre +3.1% par an pour la Corse et -0.7% dans la région Champagne-Ardenne.

Taux de chômage, 2012



Taux de chômage des jeunes, 15 à 24 ans, 2007-12

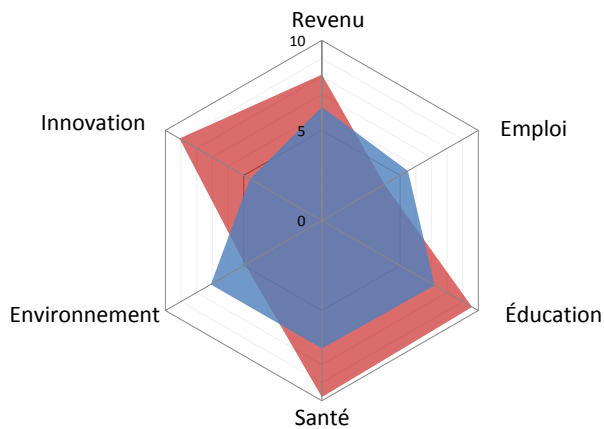


En 2012, le taux de chômage variait de 7.2% dans le Limousin à 15.7% en Languedoc-Roussillon, où le taux de chômage des jeunes atteignait 38%, soit 16 points de plus que la moyenne de l'OCDE.

Dynamique des régions

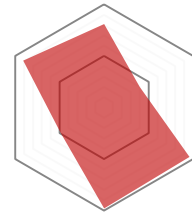


Comment les régions les plus riches et les plus pauvres se positionnent-elles au niveau social et environnemental?



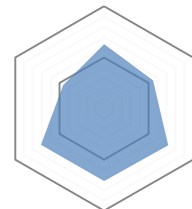
Région avec le plus fort PIB par habitant:

Île-de-France



Région avec le plus faible PIB par habitant:

Limousin



Comment lire le graphique: Pour chaque dimension, les régions ont été affectées à des valeurs allant de 0 à 10 en fonction de leur rang parmi toutes les régions de l'OCDE, fondé sur les dernières données disponibles: 10 est la meilleure performance et 0 est la plus basse. La région médiane de l'OCDE est égale à 5. Plus la surface du radar est couverte, meilleure est la performance de la région parmi les régions de l'OCDE.

La région Île-de-France se classe au-dessus de la région médiane de l'OCDE dans toutes les dimensions, sauf pour l'emploi. Le Limousin, la région française avec le plus faible PIB par habitant, se classe au-dessus de la région médiane de l'OCDE sur toutes les dimensions, sauf en innovation.

| Dimensions | Indicateurs | Île-de-France | Limousin | France | Moyenne OCDE |
|---------------|--|---------------|----------|--------|--------------|
| Revenu | Revenu des ménages par habitant, 2010 (USD par habitant PPP) | 22 869 | 18 529 | 18 938 | 18 775 |
| Emploi | Taux de chômage, 2012 (%) | 8.5 | 7.2 | 10.3 | 8.1 |
| Éducation | Part de la force de travail diplômée de l'enseignement supérieur, 2012 (%) | 43.7 | 31.2 | 33.4 | 28.4 |
| Santé | Espérance de vie, 2009 (années) | 83.2 | 81.4 | 81.8 | 79.8 |
| Environnement | CO ₂ par habitant en 2008 (tonnes par personne) | 7.7 | 5.4 | 6.5 | 10.7 |
| Innovation | Nb. de brevets par million d'habitants, 2010 | 221.0 | 43.5 | 110.0 | 108.8 |

Source: Base de données régionale de l'OCDE. Le revenu par habitant est mesuré en USD PPA constantes, prix constants (année 2005).

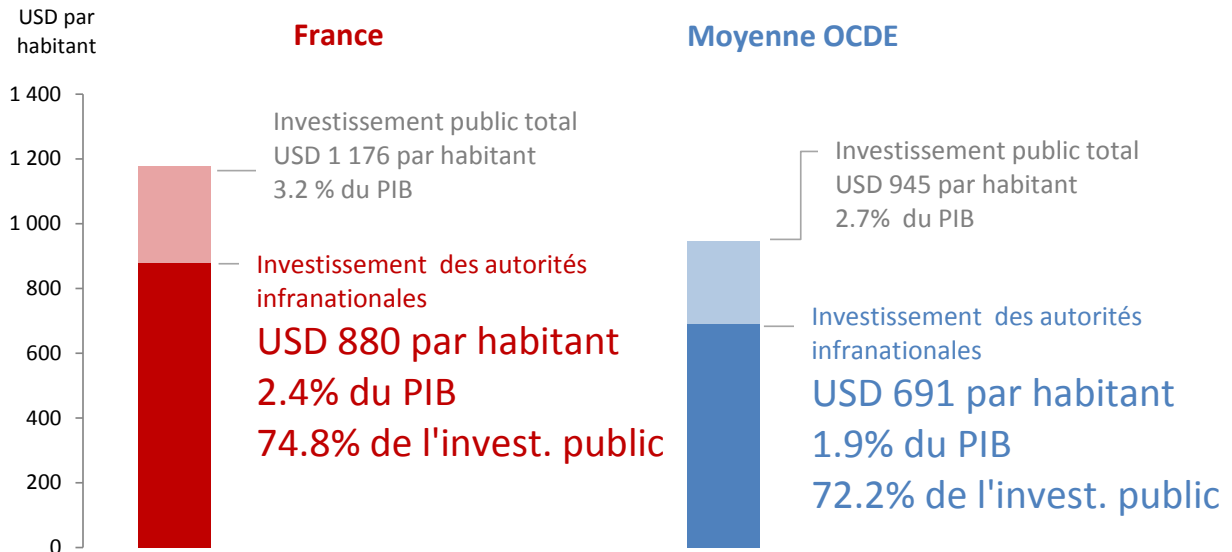
Note: Les régions de l'OCDE se réfèrent au premier niveau administratif de gouvernement infranational, la France est composée de 22 régions.

Finances des administrations infranationales



Les administrations publiques infranationales ont un rôle clé dans l'investissement

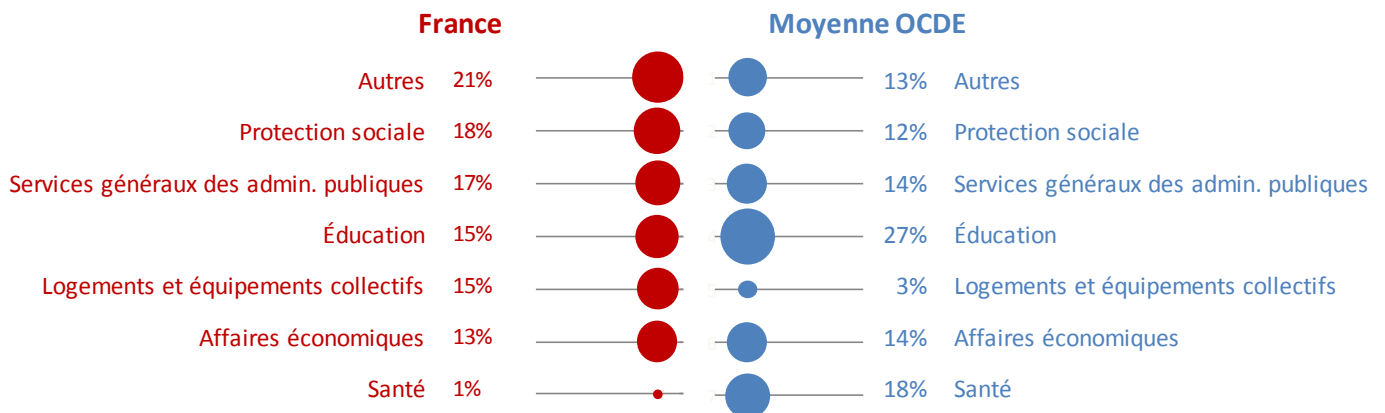
Investissement public des administrations infranationales par habitant, 2012



En France, **75%** de l'**investissement public total** a été effectuée par les autorités infranationales (AIN), comparé à 72% dans la zone OCDE. Les investissements des AIN ont diminué en France de 947 USD par habitant en 2007 à **880 USD par habitant** en 2012.

Dépenses des administrations infranationales par fonction économique, 2012

En pourcentage du total des dépenses des AIN



Dépenses infranationales par habitant: **USD 4 441** **USD 6 173**

Les dépenses des administrations infranationales représentent **21% des dépenses publiques totales** et **12% du PIB** en France, contre 40% et 17%, respectivement, dans la zone OCDE. Elles correspondent à **4 441 USD par personne** et 6 173 USD dans la zone OCDE. La protection sociale et autres dépenses sont les deux principaux postes de dépenses des AIN en France, ils représentent ensemble **39%** des dépenses infranationales, en comparaison de **25%** pour la zone OCDE.

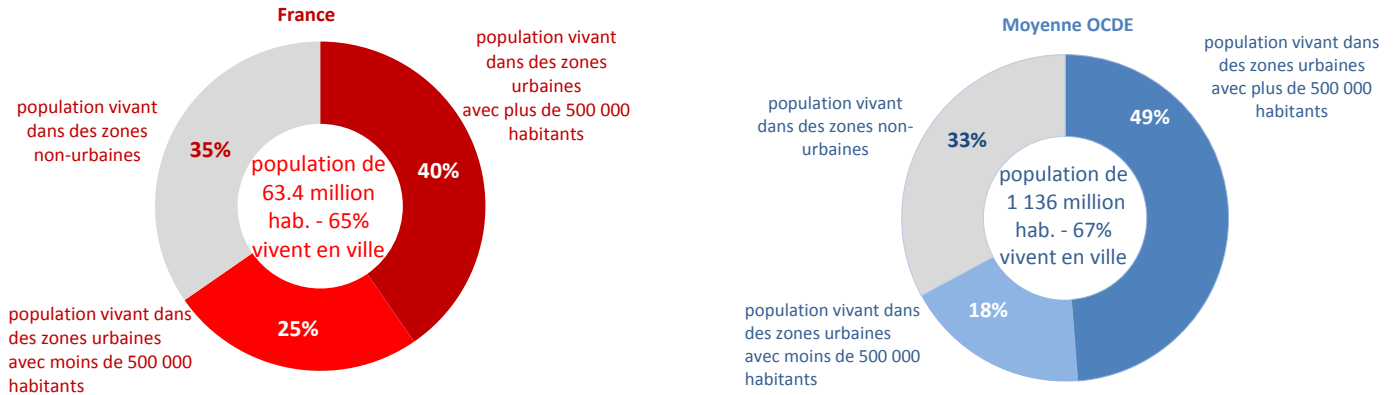
Source: base de données des Comptes Nationaux de l'OCDE.

Les zones métropolitaines dans l'économie nationale



La population de l'OCDE est de plus en plus concentrée dans les villes, 2012

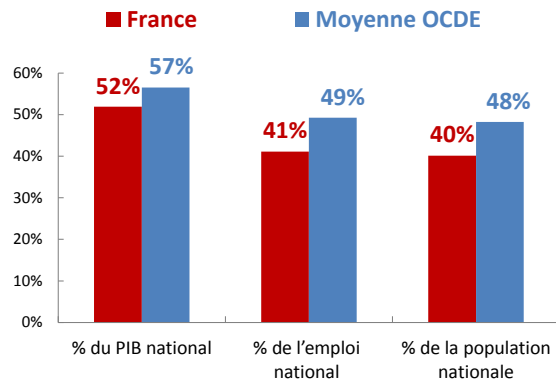
Pourcentage de la population dans les villes de différentes tailles et dans des zones non-urbaines



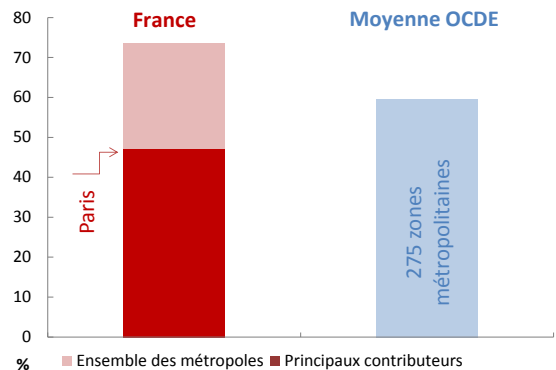
Source: base de données des Aires Métropolitaines de l'OCDE. Nombre de zones urbaines fonctionnelles: 83 en France et 1 175 dans l'OCDE.

En France, **65%** de la population vit dans les villes toutes tailles confondues. La part de la population dans les zones métropolitaines (zones urbaines comptant plus de 500 000 personnes) est de **40%** comparé à **49%** dans la zone OCDE.

Concentration dans les zones métropolitaines, 2010



Contribution des zones métropolitaines à la croissance du PIB national, 2000-10



Source: base de données des Aires Métropolitaines de l'OCDE. Nombre de zones métropolitaines (zones urbaines de plus de 500 000 habitants): 15 en France et 275 dans l'OCDE.

Les régions métropolitaines de la France génèrent **52%** du PIB national et **41%** des emplois. En 2000-10, elles représentaient **74% de la croissance du PIB**.

Panorama des régions de l'OCDE 2013

Cette édition du Panorama des régions de l'OCDE présente comment les régions et les villes contribuent à la croissance nationale et au bien-être des sociétés. Elle intègre les dernières données disponibles, région par région, en permettant d'examiner un large spectre de politiques et de tendances et d'identifier les régions les plus compétitives ou celles plus en retard dans leur pays.

Les nouveautés de cette édition:

- Le rôle des zones métropolitaines dans le développement de leur pays
- Les tendances récentes de l'investissement public, des revenus et de la dette des administrations infranationales

Consultez cette publication en ligne: http://dx.doi.org/10.1787/reg_glance-2013-fr

